

Art. 8. Le présent accord de coopération fera l'objet d'une évaluation après 1 an, y compris pour les aspects opérationnels et financiers liés à l'inspection et pour l'impact des modifications dans la réglementation d'une des parties, et puis chaque trois ans ou à la demande d'une des parties.

Art. 9. Chaque partie contractante peut dénoncer l'accord de coopération moyennant un préavis de un an.

Le délai de préavis prend cours à la date à laquelle la partie qui dénonce informe les autres parties contractantes de son intention de mettre fin à l'accord de coopération.

Fait à Bruxelles le 31 janvier 2019, en 3 exemplaires, dont chaque partie confirme avoir reçu un exemplaire.

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président,
G. BOURGEOIS

Le ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique
et de la Famille,
J. VANDEURZEN

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enfance,
A. GREOLI

Pour la Commission communautaire commune :

Le Président du Collège réuni,
R. VERVOORT

Les Ministres en charge de l'Aide aux personnes,
C. FREMAULT

Art. 8. Dit samenwerkingsakkoord wordt na 1 jaar geëvalueerd, ondermeer voor wat betreft de operationele en financiële aspecten verbonden aan de inspectie en voor wat betreft de impact van wijzigingen in de reglementering van één van de partijen, en daarna om de drie jaar of op vraag van één van de partijen.

Art. 9. Elke contracterende partij kan het samenwerkingsakkoord opzeggen mits ze een opzegtermijn van 1 jaar in acht neemt.

De opzegtermijn gaat in vanaf het ogenblik dat de opzeggende partij haar intentie tot opzegging heeft bekendgemaakt aan de overige contracterende partijen.

Opgemaakt te Brussel op 31 januari 2019, in 3 exemplaren, waarvan iedere partij bevestigt een exemplaar ontvangen te hebben.

Voor de Vlaamse Gemeenschap:

De Minister-president,
G. BOURGEOIS

De Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,
J. VANDEURZEN

Voor de Franse Gemeenschap:

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,
A. GREOLI

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

De Voorzitter van het Verenigd College,
R. VERVOORT

De Ministers voor Bijstand aan Personen,
P. SMET

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/11396]

21 FEVRIER 2019. — Arrêté 2017/1350 du Collège de la Commission communautaire française relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, notamment les articles 17, § 1^{er} et 22, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif à la carrière des fonctionnaires des organismes d'intérêt publics de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le règlement du personnel de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Vu le protocole n° 2016/13 du 12 juillet 2016 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française relatif à l'accord sectoriel 2016-2017 étalé budgétairement jusqu'à 2019;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné le 24 novembre 2017;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget, donné le 12 décembre 2018;

Vu le protocole n° 2018/4 du 20 avril 2018 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu le protocole n° 2018/13 du 24 septembre 2018 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact de l'arrêté 2017/1350 du Collège de la Commission communautaire française du 8 novembre 2018 sur la situation respective des femmes et des hommes et sur la situation des personnes handicapées;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 décembre 2018, en application de l'article 84 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'information au Ministre des pensions, datée du 12 décembre 2018;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique et du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « Institut » : l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle créé par l'article 2 du décret du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation;

2° « l'arrêté du Collège relatif au classement hiérarchique des grades » : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le classement hiérarchique des grades que peuvent porter les membres du personnel de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

3° « l'arrêté du Collège relatif au cadre organique » : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le cadre organique du personnel de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

4° « l'Autorité investie du pouvoir de nomination » : le Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

Art. 3. Sans préjudice de l'article 5, les fonctionnaires figurant dans le tableau repris à l'annexe 1^{re} du présent arrêté sont désignés comme supérieurs hiérarchiques compétents en matière disciplinaire à prononcer le blâme et à émettre une proposition provisoire pour les autres sanctions.

Art. 4. Sans préjudice des dispositions réglementaires d'ordre général régissant la carrière des fonctionnaires, la nomination, la promotion ou la désignation à chacun des grades que peuvent porter les fonctionnaires appartenant aux services régis par le présent arrêté, a lieu aux conditions déterminées à l'annexe 2 du présent arrêté.

CHAPITRE II. — Règles générales en matière de promotion

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 5. La carrière des fonctionnaires de l'Institut est organisée en grades, en niveaux et en rangs hiérarchiques. Les niveaux des grades que peuvent porter les fonctionnaires sont numérotés de 1 à 3, le chiffre 1 étant attribué au niveau supérieur.

Dans chaque niveau, les rangs sont numérotés selon l'ordre de leur importance hiérarchique, le nombre le plus grand correspondant au rang le plus élevé.

Chaque rang est désigné par un nombre de deux chiffres, le chiffre de gauche indique le niveau, celui de droite situe le rang dans son niveau.

Le niveau 1 comprend 6 rangs numérotés comme suit : 10, 11, 12, 13, 15 (en extinction) et 16.

Le niveau 2+ comprend 4 rangs numérotés comme suit : 26, 27, 28 et 29.

Le niveau 2 comprend 4 rangs numérotés comme suit : 20, 22, 24 et 25.

Le niveau 3 comprend 4 rangs numérotés comme suit : 30, 32, 34 et 35.

Art. 6. Les promotions sont octroyées selon les règles de la carrière plane, par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur.

Il peut être pourvu à certains emplois par nomination par changement de grade.

Art. 7. Sauf les emplois pourvus en carrière plane, tout emploi non-occupé est déclaré vacant par l'Autorité investie du pouvoir de nomination avant qu'il ne puisse être conféré par voie de promotion par avancement de grade ou par nomination par changement de grade.

Art. 8. § 1^{er}. La vacance des emplois à conférer par promotion ou par changement de grade est portée par note de service à la connaissance des fonctionnaires réunissant les conditions statutaires de promotion.

La note de service portera l'énoncé précis de l'emploi déclaré vacant ainsi que des conditions générales et particulières auxquelles la promotion à l'emploi visé est subordonnée.

Un visa des intéressés est requis, de sorte que les agents réunissant les conditions statutaires de promotion qui reçoivent une copie de la note de service doivent expressément en accuser réception.

Un exemplaire de la note de service est envoyé par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception, au domicile du fonctionnaire qui est temporairement éloigné du service pour quelque motif que ce soit.

§ 2. Sont seules prises en considération les candidatures des fonctionnaires qui ont été adressées par lettre recommandée au Fonctionnaire dirigeant dans un délai de 15 jours ouvrables.

Ce délai commence à courir soit le 1^{er} jour ouvrable qui suit le jour de la remise à l'intéressé ou celui de la présentation par la poste au domicile du fonctionnaire de la déclaration de vacance d'emploi.

Le récépissé de la poste fait foi.

Il est accusé réception des candidatures.

Tout dépôt de candidature à un emploi de niveau 1 doit comporter un exposé des titres que le candidat estime pouvoir faire valoir pour briguer l'emploi.

§ 3. Les propositions de promotion ou de changement de grade sont également notifiées par note de service aux fonctionnaires intéressés. Un visa des intéressés est également requis.

Un exemplaire de la note de service est envoyé par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception, au domicile du fonctionnaire qui est temporairement éloigné du service pour quelque motif que ce soit.

§ 4. Les notifications des vacances d'emploi à conférer par promotion ou par changement de grade sont affichées à différents endroits apparents à l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

§ 5. Les fonctionnaires sont autorisés à postuler par anticipation à tout emploi qui serait déclaré vacant pendant leur absence. La candidature anticipée est valable au même titre que celle introduite dans les conditions prescrites par l'article 8, § 2, si et seulement si elle est envoyée par courrier recommandé adressé au Fonctionnaire dirigeant de l'Institut et que l'emploi visé par la candidature en question est déclaré vacant dans un délai de 2 mois à partir de l'envoi de ce courrier recommandé.

Art. 9. Les promotions par avancement de grade et par accession au niveau supérieur et les nominations par changement de grade sont conférées par l'Autorité investie du pouvoir de nomination.

Section 2. — Promotion selon les règles de la carrière plane

Art. 10. Le fonctionnaire est automatiquement promu à chacun des grades que la carrière plane comporte dès qu'il compte une ancienneté de grade de 3 ans au niveau 1, une ancienneté de grade de 4 ans puis de 8 ans, puis de 3 ans dans le niveau 2+, une ancienneté de grade de 4 ans puis de 8 ans aux niveau 2 et au niveau 3 et pour autant qu'il ait reçu la mention d'évaluation globale « positive ».

Dans le cas où le fonctionnaire a reçu la mention d'évaluation globale « moyenne » ou « négative », le bénéfice de la promotion selon les règles de la carrière plane lui est retardé jusqu'à l'octroi de la mention d'évaluation globale « positive ».

La promotion selon les règles de la carrière plane peut être conditionnée au suivi avec succès d'une formation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la promotion au rang 29 est accordée au fonctionnaire de rang 28 qui compte une ancienneté de grade de 3 ans et qui satisfait à la condition de formation visée à l'article 48 du présent arrêté.

Art. 11. Les grades de rang 11 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 10 comptant 3 ans d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 29 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 28 comptant 3 ans d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 28 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 27 comptant 8 ans d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 27 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 26 comptant 4 ans d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 24 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 22 comptant 8 ans d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 22 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 20 comptant 4 ans d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 34 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 32 comptant 8 ans d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 32 sont conférés selon les règles de la carrière plane; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 30 comptant 4 ans d'ancienneté de grade.

Section 3. — Promotion par avancement de grade

Art. 12. § 1^{er}. Dans le cadre de la promotion dans le niveau 2 ou 3, en l'absence d'au moins un candidat qui satisfait aux conditions d'ancienneté requise pour être promu, une nouvelle procédure est engagée, avec un nouvel appel à candidature. Dans ce cas, l'Autorité investie du pouvoir de nomination avec l'approbation du Membre du Collège chargé de la Fonction publique est habilitée à déroger à ces conditions en réduisant l'exigence d'ancienneté d'un tiers d'abord et de deux tiers ensuite, s'il n'y a toujours pas de candidats qui satisfont aux conditions.

§ 2. Dans le cadre de la promotion dans le niveau 1, en l'absence de candidat qui satisfait aux conditions d'ancienneté requise pour être nommé à un grade de rang 13 ou de rang 12, une nouvelle procédure est engagée, avec un nouvel appel à candidature. Dans ce cas, l'Autorité investie du pouvoir de nomination est habilitée à déroger à ces conditions en réduisant l'exigence de l'ancienneté d'un tiers.

§ 3. La décision est mentionnée dans l'avis relatif à l'emploi vacant et dans le préambule de l'arrêté de nomination.

Sous-section 1^{re}. — Promotion dans le niveau 1

Art. 13. Les grades d'attaché chef de service (rang 12) et de conseiller (rang 13) sont conférés selon les règles de la promotion par avancement de grade.

Art. 14. § 1^{er}. Pour toute promotion par avancement de grade au sein du niveau 1, le Conseil de direction émet un avis motivé.

Le Conseil de direction se prononce dans son avis sur chaque candidat qui répond aux conditions pour occuper l'emploi.

Il prend en considération :

- 1° la description de la fonction et les conditions générales et particulières;
- 2° les titres et l'expérience utile que le candidat peut faire valoir pour obtenir une promotion dans l'emploi vacant.
- 3° le dossier d'évaluation des candidats.

Dans le cas où plusieurs candidats peuvent faire valoir les mêmes titres ou des titres équivalents à une promotion dans un emploi vacant, la préférence sera donnée au fonctionnaire qui a reçu l'appréciation la plus positive en vertu de l'article 81 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française.

Le Conseil de direction établit un classement provisoire motivé, qui comprend au maximum six candidats par emploi vacant.

Les candidats sont classés dans l'ordre selon lequel ils sont pris en considération pour la promotion.

Le classement provisoire est notifié aux fonctionnaires qui ont posé leur candidature pour occuper l'emploi à conférer.

§ 2. Le fonctionnaire qui s'estime lésé peut, dans les 10 jours ouvrables de la notification du classement provisoire, introduire une réclamation auprès du Conseil de direction.

Ce délai commence à courir le 1^{er} jour ouvrable qui suit le jour de la remise à l'intéressé, ou celui de la présentation par la poste au domicile du fonctionnaire, de la notification du classement provisoire. Le récépissé de la poste fait foi.

A sa demande, le fonctionnaire est entendu par le Conseil de direction. Il peut se faire assister par une personne de son choix.

§ 3. Le Conseil de direction établit le classement définitif en le motivant.

Le Fonctionnaire dirigeant est chargé de l'introduction de la proposition du Conseil de direction auprès de l'Autorité investie du pouvoir de nomination.

Si la proposition est émise à l'unanimité, elle est impérative à l'égard de l'Autorité investie du pouvoir de nomination.

Art. 15. Peuvent être promus par avancement de grade à un grade de rang 12, les fonctionnaires de rang 11, excepté le grade d'ingénieur principal, qui comptent une ancienneté de niveau de 6 ans au moins.

Peuvent être promus par avancement de grade à un grade de rang 13, les fonctionnaires de rang 12 qui comptent au moins 1 an d'ancienneté de grade et 9 ans d'ancienneté de niveau.

Sous-section 2. — Promotion dans les niveaux 2 et 3

Art. 16. § 1^{er}. Pour toute promotion par avancement de grade au sein des niveaux 2 et 3, les propositions sont faites par le Fonctionnaire dirigeant de l'Institut.

Pour les promotions au sein d'un même niveau, la préférence est donnée au candidat qui a reçu l'appréciation la plus positive en vertu de l'article 81 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française.

Dans le cas où plusieurs candidats ont reçu l'appréciation la plus positive, la préférence sera donnée au candidat :

- a) qui a l'ancienneté de grade la plus élevée;
- b) qui a l'ancienneté de service la plus élevée au cas où l'ancienneté de grade est identique;
- c) le plus âgé au cas où l'ancienneté de service est identique.

§ 2. Le Fonctionnaire dirigeant établit un classement provisoire motivé, qui comprend au maximum six candidats par emploi vacant.

Les candidats sont classés dans l'ordre selon lequel ils sont pris en considération pour la promotion.

Le classement provisoire est notifié aux fonctionnaires qui ont posé leur candidature pour occuper l'emploi à conférer.

§ 3. Le fonctionnaire qui s'estime lésé peut, dans les 10 jours ouvrables de la notification du classement provisoire, introduire une réclamation auprès du Fonctionnaire dirigeant.

Ce délai commence à courir le 1^{er} jour ouvrable qui suit le jour de la remise à l'intéressé ou celui de la présentation par la poste au domicile du fonctionnaire de la notification du classement provisoire. Le récépissé de la poste fait foi.

A sa demande, le fonctionnaire est entendu par le Fonctionnaire dirigeant. Il peut se faire assister par une personne de son choix.

§ 4. Le Fonctionnaire dirigeant établit le classement définitif en le motivant. Par décision motivée, il peut procéder au reclassement de candidats sans toutefois pouvoir déroger à la règle relative à la mention d'évaluation mentionnée au § 1.

Le Fonctionnaire dirigeant est chargé de l'introduction de la proposition auprès de l'Autorité investie du pouvoir de nomination.

Art. 17. Peuvent être promus par avancement de grade à un grade de rang 25, les fonctionnaires de rang 24 qui comptent une ancienneté de grade de 3 ans au moins et qui satisfont à la condition de formation visée à l'article 48 du présent arrêté.

Peuvent être promus par avancement de grade à un grade de rang 35, les fonctionnaires de rang 34 qui comptent une ancienneté de grade de 3 ans au moins et qui satisfont à la condition de formation visée à l'article 48 du présent arrêté.

Sous-section 3. — Nomination par changement de grade

Art. 18. § 1^{er}. Le tableau repris à l'annexe 2 du présent arrêté établit les grades qui peuvent être conférés par nomination par changement de grade, ainsi que les grades qui y donnent accès. Le tableau peut également prescrire une ancienneté de grade plus élevée que celle fixée à l'article 19 et imposer des conditions supplémentaires en matière de qualification professionnelle requise pour occuper l'emploi qui correspond au grade à conférer. Il peut, en outre, prescrire la vérification de l'aptitude professionnelle et, le cas échéant, en fixer les règles.

§ 2. La vérification des aptitudes professionnelles requises pour exercer une fonction est organisée par le Fonctionnaire dirigeant.

Il fixe le règlement d'ordre intérieur relatif à l'organisation de ces vérifications, en assure la publicité auprès du personnel et veille à son application. Le Fonctionnaire dirigeant détermine pour chaque fonction, après avis du Conseil de direction et sur proposition du chef de service concerné, le programme sur lequel porte la vérification. Il désigne les membres du jury. Celui-ci comprend :

1. les membres du Conseil de direction;
2. le chef de service concerné;
3. le directeur de la formation.

Toutefois, lorsque les conditions propres à la vérification d'aptitude de requièrent, le Fonctionnaire dirigeant peut modifier la composition du jury et faire appel à des personnes particulièrement qualifiées en raison de leurs compétences ou de leurs spécialisations. La composition du jury est affichée dans les services concernés.

Conformément à l'article 17, 3^o de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, les organisations syndicales représentatives ont le droit de désigner des observateurs aux épreuves d'aptitude visées au présent article sans préjudice des prérogatives du jury.

§ 3. Tous les changements de grade sont autorisés pour les fonctionnaires dont l'Administration expertise médicale a constaté une inaptitude professionnelle définitive à assurer l'exercice de leurs fonctions mais qui sont néanmoins susceptibles d'être réaffectés à d'autres fonctions compatibles avec leur état.

A leur demande ou à l'initiative de l'Autorité investie du pouvoir de nomination, ces fonctionnaires peuvent être nommés par priorité selon la procédure du changement de grade et dans la limite des emplois vacants à un grade de leur rang. La collation de ces grades n'est soumise à aucune condition complémentaire et particulière de qualification professionnelle justifiée par la nature des fonctions à exercer.

La nomination visée par le présent alinéa doit être précédée de l'avis de l'Administration expertise médicale constatant que le fonctionnaire intéressé n'est plus apte à assurer l'exercice normal de sa fonction sans être pour autant définitivement inapte.

Art. 19. Seuls les fonctionnaires ayant obtenu au moins la mention d'évaluation globale « moyenne » et comptant une ancienneté de grade d'au moins 6 mois peuvent prétendre à un changement de grade.

Art. 20. Pour chaque nomination par changement de grade dans le niveau 1, le Conseil de direction émet un avis motivé selon la même procédure que celle prévue à l'article 14.

Art. 21. Pour chaque nomination par changement de grade dans le niveau 2 ou 3, le Fonctionnaire dirigeant de l'Institut fait des propositions selon la même procédure que celle prévue à l'article 16.

Section 4. — Promotion par accession au niveau supérieur

Art. 22. § 1^{er}. Les concours d'accession au niveau supérieur sont organisés pour la promotion aux grades classés aux rangs 10, 20 ou 26.

Le Collège peut décider, en outre, d'octroyer certains grades d'autres rangs par concours d'accession au niveau supérieur. L'arrêté fixe les conditions de participation au concours sans que les conditions d'ancienneté de niveau énumérées au § 2 puissent être réduites.

§ 2. Le concours d'accession au niveau supérieur est ouvert :

1° pour la promotion à un grade de rang 10, aux fonctionnaires de niveau 2+ et 2 qui comptent 4 ans d'ancienneté dans le niveau 2+ ou 2 ou dans les deux.

2° pour la promotion à un grade des rangs 26 et 20, aux fonctionnaires comptant une ancienneté de 2 ans dans le niveau immédiatement inférieur à celui du grade à conférer;

§ 3. Les conditions de participation fixées en vertu du § 2 doivent être remplies à la date fixée par le Selor.

§ 4. L'agent qui ne remplira plus l'une ou l'autre des conditions pendant une épreuve quelconque de l'examen, perdra le bénéfice de la réussite du concours.

Chapitre III. — Règles générales en matière de carrière

Section 1^{re}. — Carrières dans le niveau 3

Art. 23. Les grades d'adjoint administratif et d'adjoint de métier (rang 30) sont conférés aux lauréats d'un concours de recrutement.

Art. 24. Les fonctionnaires, titulaires de l'un des grades repris ci-après dans la colonne de gauche et classés au rang 30, peuvent seuls être promus au grade qui figure en regard du leur et qui est créé au rang 32 :

adjoint administratif	adjoint administratif de 1 ^{ère} classe
adjoint de métier	adjoint de métier de 1 ^{ère} classe

Les fonctionnaires, titulaires de l'un des grades repris ci-après dans la colonne de gauche et classés au rang 32, peuvent seuls être promus au grade qui figure en regard du leur et qui est créé au rang 34 :

adjoint administratif de 1 ^{ère} classe	adjoint administratif principal
adjoint de métier de 1 ^{ère} classe	adjoint de métier principal

Les promotions visées par le présent article sont conférées selon les règles de la promotion en carrière plane.

Art. 25. Seuls les fonctionnaires revêtus d'un grade de rang 34 peuvent être promus par avancement de grade aux grades de rang 35, sous réserve d'avoir suivi avec succès les formations visées à l'article 48 du présent arrêté.

Section 2. — Carrières dans le niveau 2

Art. 26. Les grades d'assistant administratif et d'assistant technique (rang 20) peuvent être conférés aux lauréats d'un concours de recrutement ou d'un concours d'accession au niveau supérieur.

Art. 27. Les fonctionnaires, titulaires de l'un des grades repris ci-après dans la colonne de gauche et classés au rang 20, peuvent seuls être promus au grade qui figure en regard du leur et qui est créé au rang 22 :

assistant administratif	assistant administratif de première classe
assistant technique	assistant technique de première classe

Les fonctionnaires, titulaires de l'un des grades repris ci-après dans la colonne de gauche et classés au rang 22, peuvent seuls être promus au grade qui figure en regard du leur et qui est créé au rang 24 :

assistant administratif de première classe	assistant administratif principal
assistant technique de première classe	assistant technique principal

Les promotions visées par le présent article sont conférées selon les règles de la promotion en carrière plane.

Art. 28. Seuls les fonctionnaires revêtus d'un grade de rang 24 peuvent être promus par avancement de grade aux grades de rang 25, sous réserve d'avoir suivi avec succès les formations visées à l'article 48 du présent arrêté.

Section 3. — Carrières dans le niveau 2+

Art. 29. § 1^{er}. Le grade d'assistant social (rang 26) ne peut être conféré qu'aux lauréats d'un concours de recrutement.

§ 2. Les grades de gradué administratif et de gradué technique (rang 26) peuvent être conférés aux lauréats d'un concours de recrutement ou d'un concours d'accession au niveau supérieur.

Art. 30. § 1^{er}. Les fonctionnaires, titulaires de l'un des grades repris ci-après dans la colonne de gauche et classés au rang 26, peuvent seuls être promus au grade qui figure en regard du leur et qui est créé au rang 27 :

assistant social	assistant social de première classe
gradué administratif	gradué administratif de première classe
gradué technique	gradué technique de première classe

Les fonctionnaires, titulaires de l'un des grades repris ci-après dans la colonne de gauche et classés au rang 27, peuvent seuls être promus au grade qui figure en regard du leur et qui est créé au rang 28 :

assistant social de première classe	assistant social principal
gradué administratif de première classe	gradué administratif principal
gradué technique de première classe	gradué technique principal

Les promotions visées par le présent paragraphe sont conférées selon les règles de la promotion en carrière plane.

§ 2. Les fonctionnaires, titulaires de l'un des grades repris ci-après dans la colonne de gauche et classés au rang 28, peuvent seuls être promus au grade qui figure en regard du leur et qui est créé au rang 29 :

assistant social chef	premier assistant social
gradué administratif chef	premier gradué administratif
gradué technique chef	premier gradué technique

Les promotions visées par le présent paragraphe sont conférées selon les règles de la promotion en carrière plane, sous réserve d'avoir suivi avec succès les formations visées à l'article 48 du présent arrêté.

Section 4. — Carrières dans le niveau 1

Art. 31. Le grade d'ingénieur (rang 10) ne peut être conféré qu'aux lauréats d'un concours de recrutement.

Le grade d'attaché (rang 10) peut être conféré aux lauréats d'un concours de recrutement ou d'un concours d'accession au niveau supérieur.

Art. 32. Les fonctionnaires, titulaires de l'un des grades repris ci-après dans la colonne de gauche et classés au rang 10, peuvent seuls être promus au grade qui figure en regard du leur et qui est créé au rang 11 :

attaché	attaché principal
ingénieur	ingénieur principal

Les promotions visées par le présent article sont conférées selon les règles de la promotion en carrière plane.

Art. 33. Seuls les fonctionnaires revêtus d'un grade de rang 11, excepté le grade d'ingénieur principal, peuvent être promus par avancement de grade au grade de rang 12.

Seuls les fonctionnaires revêtus d'un grade de rang 12 peuvent être promus par avancement de grade au grade de rang 13.

CHAPITRE IV. — Du mandat

Section 1^{re}. — Du mandat de rang 13

Art. 34. § 1^{er}. L'Autorité investie du pouvoir de nomination peut conférer les emplois correspondant au grade de rang 13 par mandat.

Le mandat à un emploi de rang 13 est accessible aux fonctionnaires de rang 11 et 12.

§ 2. Le mandat ne peut intervenir qu'en vue de :

1° la réorganisation d'une unité administrative ou la mise sur pied d'une unité administrative chargée de nouvelles compétences ou de nouvelles matières;

2° la direction temporaire d'une unité administrative;

3° l'exercice d'une tâche de nature temporaire ou de finalité spécifique.

L'accord du fonctionnaire concerné doit être demandé au préalable.

§ 3. Lorsqu'elle décide d'attribuer un emploi par mandat, l'Autorité investie du pouvoir de nomination :

1° constate que l'emploi est vacant et qu'il y a lieu de l'attribuer par mandat;

2° détermine la durée du mandat;

3° détermine, le cas échéant, les dispositions de l'article 15 auxquelles elle déroge.

§ 4. Le mandat est attribué pour une période de deux ans minimum et six ans maximum.

§ 5. Le fonctionnaire désigné remplit effectivement le mandat.

Dans le cas où le fonctionnaire désigné ne peut exercer le mandat pour cause de maladie de longue durée ou de congés de maternité, l'Autorité investie du pouvoir de nomination peut, en application de l'article 35, alinéa 2 et en dérogation de l'article 36, § 2, alinéa 1^{er}, confier temporairement le mandat à un autre fonctionnaire pour une durée de six mois au maximum et ce, dans les conditions prévues par le présent arrêté. Dans le cas où l'incapacité pour cause de maladie du mandataire titulaire se prolonge au-delà de cette durée, le mandat prend fin.

Art. 35. L'Autorité investie du pouvoir de nomination ne peut confier le mandat qu'aux fonctionnaires ayant l'appréciation la plus positive en vertu de l'article 81 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française.

Avant de confier le mandat, l'Autorité investie du pouvoir de nomination demande l'avis du Conseil de direction sur le candidat qu'elle estime le plus apte à être chargé du mandat.

Le Conseil de direction s'exprime sur base du dossier d'évaluation.

Art. 36. § 1^{er}. L'Autorité investie du pouvoir de nomination affecte les détenteurs du mandat au grade et au rang correspondant à l'emploi vacant.

L'ancienneté de grade du détenteur du mandat est égale à son ancienneté dans le grade qu'il portait avant son affectation.

Le fonctionnaire bénéficie des avantages pécuniaires qui sont propres aux grades dont il a été revêtu par mandat. Il conserve ses titres à la promotion pendant l'exercice du mandat. La durée du mandat est également comprise dans l'ancienneté administrative et pécuniaire.

§ 2. Le mandat prend fin à l'expiration de la durée fixée sous réserve d'une prolongation éventuelle qui serait accordée. Il prend fin également si le fonctionnaire est promu à l'emploi qu'il occupe par mandat.

Le fonctionnaire qui est promu à un autre emploi que celui qu'il occupe par mandat, peut solliciter auprès de l'Autorité investie du pouvoir de nomination, d'être déchargé du mandat.

Section 2. — Du mandat de rang 16

Art. 37. Le Collège, sur la proposition du Membre du Collège qui a la tutelle sur l'Institut, attribue par mandat l'emploi correspondant au grade de rang 16.

Ce mandat est intitulé " mandat de rang 16 ".

Le titulaire du mandat est dénommé " mandataire de rang 16 ".

Chaque mandat de rang 16 est déclaré vacant par le Collège avant qu'il puisse être attribué.

Art. 38. Avant toute attribution d'un mandat de rang 16, le Collège, sur proposition du Membre qui a la tutelle sur l'Institut, fixe les objectifs à atteindre durant ce mandat.

Art. 39. Le mandataire de rang 16 exerce effectivement le mandat.

Pendant la durée de celui-ci, le mandataire de rang 16 ne peut accomplir des prestations réduites. Il ne peut pas non plus obtenir un congé pour exercer une fonction dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat ou dans le cabinet du président ou d'un membre du Gouvernement d'une Communauté, d'une Région, du Collège réuni de la Commission communautaire commune ou du Collège de la Commission communautaire française.

Le mandataire de rang 16 ne peut obtenir un congé pour mission, pour interruption de la carrière ou une absence pour convenance personnelle.

Dans le cas où le mandataire de rang 16 ne peut pas exercer le mandat pour cause de maladie de longue durée ou de congé de maternité ou de suspension dans l'intérêt du service, le Collège peut confier temporairement le mandat à un autre agent pour une durée de six mois au maximum.

Le seul fait qu'un mandat de rang 16 soit momentanément inoccupé ne suffit pas à justifier qu'il soit attribué à titre provisoire.

Art. 40. L'ancienneté de grade du mandataire de rang 16 est égale à son ancienneté dans le grade qu'il portait avant que le mandat lui soit attribué. La durée du mandat de rang 16 est comptabilisée dans ses anciennetés de service, de grade, de niveau et pécuniaire.

Le mandataire de rang 16 exerce les prérogatives et bénéficie du traitement et des avantages pécuniaires qui sont liés au grade du rang 16.

Art. 41. § 1^{er}. La durée du mandat de rang 16 est de cinq ans.

Toutefois, sans préjudice de l'article 86/3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, le mandataire de rang 16 dont le mandat prend fin peut être autorisé par le Collège à poursuivre l'exercice de ses fonctions jusqu'à l'entrée en fonction de son successeur.

Le mandat de rang 16 prend fin soit à l'expiration de la durée fixée, soit après une évaluation complémentaire " défavorable " visée à l'article 86/3, § 1^{er} alinéa 2 de l'arrêté précité ou en cas de non-renouvellement du mandat visé à l'article 86/3, §§ 4 et 5 de l'arrêté précité, soit en cas de suspension dans l'intérêt du service pendant plus de six mois, soit en cas d'absence ininterrompue pour cause de maladie de longue durée de plus de six mois, soit en cas de rétrogradation ou encore par la démission volontaire du mandataire de rang 16.

§ 2. Le fonctionnaire dont le mandat n'est pas prolongé, reprend le grade qu'il occupait avant l'attribution de son mandat.

Art. 42. § 1^{er}. Le mandat de rang 16 est ouvert aux fonctionnaires du niveau 1 de l'Institut qui comptent au moins douze années d'ancienneté de niveau 1 ou qui disposent d'une expérience d'au moins six ans dans une fonction de direction.

Par expérience dans une fonction de direction, on entend l'expérience en matière de gestion dans un service public ou dans une organisation du secteur privé.

§ 2. Chaque candidat établit un plan de gestion qui tient compte des objectifs visés à l'article 38.

Art. 43. § 1^{er}. La vacance des mandats de rang 16 est portée à la connaissance des fonctionnaires par un appel aux candidats publié au *Moniteur belge*.

L'appel aux candidats mentionne, pour chaque mandat de rang 16 déclaré vacant :

1° le délai visé au paragraphe 2 du présent article dans lequel la candidature doit être introduite auprès du Membre du Collège qui a la tutelle sur l'Institut;

2° les éléments que l'acte de candidature doit contenir et qui sont visés au paragraphe 3 du présent article;

3° les coordonnées du service du personnel auprès duquel la description de fonction du mandat de rang 16 à attribuer et la définition des objectifs visés à l'article 38 peuvent être obtenus.

§ 2. Sont seules prises en considération, les candidatures des fonctionnaires qui ont été adressées par lettre recommandée au Membre du Collège qui a la tutelle sur l'Institut, dans un délai de trente jours. Ce délai commence à courir le jour qui suit la publication de l'appel au *Moniteur belge*.

§ 3. Tout acte de candidature comporte :

1° un exposé des titres et expériences que le candidat fait valoir pour postuler au mandat de rang 16;

2° le plan de gestion visé à l'article 42, § 2.

§ 4. Les fonctionnaires sont autorisés à solliciter par anticipation tout mandat de rang 16 qui serait déclaré vacant pendant leur absence. La candidature anticipée est valable au même titre que celle introduite dans les conditions prescrites par l'article 43, § 2, si et seulement si elle est envoyée par courrier recommandé adressé au Membre du Collège qui a la tutelle sur l'Institut et que le mandat visé par la candidature en question est déclaré vacant dans un délai de 2 mois à partir de l'envoi de ce courrier recommandé.

Art. 44. § 1^{er}. La commission de sélection, visée à l'article 16/1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, est saisie par le Membre du Collège qui a la tutelle sur l'Institut de la demande d'avis visée par l'article 45, § 2, alinéa 2.

§ 2. La demande d'avis adressée à la commission de sélection mentionne le délai dans lequel celle-ci doit se prononcer. Ce délai ne peut être inférieur à trente jours à dater de la réception de la demande par le président de la commission de sélection.

§ 3. La demande d'avis comporte :

1° l'acte de candidature visé à l'article 43, § 3;

2° les objectifs visés à l'article 38;

3° la description de fonction de l'emploi à pourvoir.

Art. 45. § 1^{er}. La commission de sélection vérifie les conditions générales et particulières d'admissibilité des candidats.

Les candidats qui ne satisfont pas à ces conditions sont exclus de la sélection par décision motivée de la commission. Cette décision est notifiée aux candidats exclus par lettre recommandée.

Dans les quinze jours qui suivent cette notification, chaque candidat peut introduire une réclamation par lettre recommandée auprès du président de la commission et peut demander à être entendu.

Le candidat peut se faire assister par une personne de son choix.

Après examen de la réclamation, la commission statue définitivement sur l'admissibilité et notifie sa décision par lettre recommandée.

Lorsque la commission statue sur les conditions d'admissibilité des candidats, le délai prévu pour rendre son avis commence à courir à partir du jour où la commission s'est prononcée définitivement sur les conditions d'admissibilité.

§ 2. La commission de sélection invite les candidats dont la candidature a été déclarée admissible à un entretien.

La commission émet un avis motivé sur le degré d'adéquation des compétences, d'aptitude relationnelle et de management de chaque candidat par rapport aux éléments contenus dans la demande d'avis conformément à l'article 44, § 3.

Après comparaison des titres et mérites des candidats, la Commission de sélection procède à l'inscription des candidats soit dans le groupe A " apte ", soit dans le groupe B " pas apte ".

Dans le groupe A, les candidats sont classés. Quand les candidats sont jugés équivalents, ils sont classés ex aequo.

§ 3. La commission de sélection remet l'avis motivé et le classement prévu au § 2 au Membre du Collège qui a la tutelle sur l'Institut.

Art. 46. Le Collège, sur proposition du Membre du Collège qui a la tutelle sur l'Institut, attribue le mandat de rang 16 à l'un des candidats du groupe A.

CHAPITRE V. — De la formation donnant accès aux grades des rangs 29, 25 et 35

Art. 47. Peuvent participer aux formations requises pour la promotion à un grade de rang 29, 25 ou 35 les fonctionnaires titulaires respectivement d'un grade de rang 28, 24 ou 34 qui comptent une ancienneté de grade d'au moins 3 ans.

Art. 48. Pour pouvoir être promu à un grade de rang 29, 25 ou 35, le fonctionnaire doit avoir suivi avec succès deux formations spécifiquement prévues à cet effet dans le plan de formation annuel du personnel de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

Ces deux formations doivent avoir été suivies endéans les deux ans qui précèdent la promotion.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 49. Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif à la carrière des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française ainsi que l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le règlement du personnel de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

Art. 50. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du deuxième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 51. Les Membres du Collège chargés de la Formation professionnelle et de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 21 février 2019.

La Présidente du Collège, chargée du Budget,
F. LAANAN

La Membre du Collège, chargée de la Fonction publique,
C. JODOGNE

Le Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle,
D. GOSUIN



ANNEXE I de l'arrêté 2017/1350 du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019 relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

Fonctionnaire auquel une sanction disciplinaire peut être infligée	Fonctionnaire désigné en tant que supérieur hiérarchique compétent pour infliger le blâme ou proposer une autre sanction disciplinaire
<u>Niveau 1</u>	
Rang 16	Collège de la Commission communautaire française
Rang 15	Fonctionnaire dirigeant titulaire d'un grade de rang 16 au moins
Rang 13	Fonctionnaire titulaire d'un grade du rang 15 au moins ou désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure d'un grade du rang 15 au moins
Rang 11 et 10	Fonctionnaire titulaire d'un grade de rang 13 au moins ou désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure d'un grade de rang 13 au moins.
<u>Niveaux 2 +, 2, 3 et 4</u>	
Tous les rangs	Fonctionnaire titulaire d'un grade de rang 10 au moins bénéficiant de deux ans d'ancienneté de grade au moins.



ANNEXE II de l'arrêté 2017/1350 du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019
relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

NIVEAU I

Niveau et rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Grade donnant accès				Recrutement ou appel aux candidats	Conditions particulières
			Promotion par carrière plane	Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur			
16	Directeur général	non	non	non	non	Appel aux candidats	- Appel public au Moniteur belge. - Le mandat de rang 16 est ouvert aux fonctionnaires de niveau 1 qui comptent au moins 12 années d'ancienneté de niveau 1 ou qui disposent d'une expérience d'au moins 6 ans dans une fonction de direction (articles 42 et 43)	
15	Inspecteur général (en extinction)							
13	Conseiller	non	non	non	Attaché chef de service (R.12)	Appel aux candidats	- Compter une ancienneté de grade de 1 an et une ancienneté de niveau de 9 ans (articles 13, 14 et 15) - Appel aux candidats (articles 7 et 15 alinéa 2) - Pour le changement de grade, compter une ancienneté de grade de 6 mois au moins et avoir une évaluation « moyenne » au moins (article 19)	
12	Attaché chef de service	non	non	non	Attaché principal (R.11)	Appel aux candidats	- Compter une ancienneté de niveau de 6 ans (articles 13, 14 et 15) - Appel aux candidats (articles 7 et 15 alinéa 1)	

11	Ingénieur principal	non	Ingénieur (R. 10)	non	non	non	non	Compter une ancienneté de grade de 3 ans et justifier d'une évaluation positive (articles 10, 11 et 32)
11	Attaché principal	non	Attaché (R. 10)	non	non	non	non	Compter une ancienneté de grade de 3 ans et justifier d'une évaluation positive (articles 10, 11 et 32)
10	Ingénieur	non	non	non	non	non	recrutement	Pour le recrutement, diplôme d'ingénieur civil, d'ingénieur agronome ou d'ingénieur chimiste et des bio-industries, en rapport avec la spécialité de l'emploi à préciser lors du recrutement, délivré conformément à la loi du 13 avril 1997 modifiant la loi du 22 octobre 1990 remplaçant l'article 54 des lois sur la collation des grades académiques. Les lauréats de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil en rapport avec la spécialité de l'emploi à pourvoir sont également admis.
10	Attaché	non	non	non	Tous les grades des niveaux 2 et 2+	recrutement	recrutement	- Pour l'accession au niveau supérieur, être lauréat d'un concours d'accession au niveau supérieur et compter une ancienneté de niveau de 4 ans (articles 22 et 31) - Pour le recrutement, diplôme correspondant à la qualification à déterminer lors du recrutement.

NIVEAU 2+

Niveau et rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par carrière plane	Grade donnant accès			Recrutement ou appel aux candidats	Conditions particulières
				Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur			
29	Premier assistant social	non	Assistant social chef (R. 28)	non	non	non	non	Compter une ancienneté de grade de 3 ans, avoir une évaluation positive et satisfaire aux conditions de formation (articles 10, 11 et 30)
29	Premier gradué administratif	non	Gradué administratif chef (R. 28)	non	non	non	non	Compter une ancienneté de grade de 3 ans, avoir une évaluation positive et satisfaire aux conditions de formation (articles 10, 11 et 30)

29	Premier gradué technique	non	Gradué technique chef (R. 28)	non	non	non	Compter une ancienneté de grade de 3 ans, avoir une évaluation positive et satisfaire aux conditions de formation (articles 10, 11 et 30)
28	Assistant social chef	non	Assistant social principal (R. 27)	non	non	non	Compter une ancienneté de grade de 8 ans et avoir une évaluation positive (articles 10, 11 et 30)
28	Gradué administratif chef	non	Gradué administratif principal (R. 27)	non	non	non	Compter une ancienneté de grade de 8 ans et avoir une évaluation positive (articles 10, 11 et 30)
28	Gradué technique chef	non	Gradué technique principal (R. 27)	non	non	non	Compter une ancienneté de grade de 8 ans et avoir une évaluation positive (articles 10, 11 et 30)
27	Assistant social principal	non	Assistant social (R.26)	non	non	non	Compter une ancienneté de grade de 4 ans et avoir une évaluation positive (articles 10, 11 et 30)
27	Gradué administratif principal	non	Gradué administratif (R.26)	non	non	non	Compter une ancienneté de grade de 4 ans et avoir une évaluation positive (articles 10, 11 et 30)
27	Gradué technique principal	non	Gradué technique (R.26)	non	non	non	Compter une ancienneté de grade de 4 ans et avoir une évaluation positive (articles 10, 11 et 30)
26	Assistant social	non	non	non	non	recrutement	Bachelier assistant social ou diplôme correspondant
26	Gradué administratif	non	non	non	Tous les grades du niveau 2	recrutement	- pour l'accès au niveau supérieur, être lauréat d'un concours d'accès au niveau supérieur et compter une ancienneté de niveau de 2 ans minimum (articles 22 et 29) - pour le recrutement, diplôme correspondant à la qualification à déterminer lors du recrutement ou certification professionnelle en rapport avec la qualification à déterminer lors du recrutement
26	Gradué technique	non	non	non	Tous les grades du niveau 2	recrutement	- pour l'accès au niveau supérieur, être lauréat d'un concours d'accès au niveau supérieur et compter une ancienneté de niveau de 2 ans minimum (articles 22 et 29) - pour le recrutement, diplôme correspondant à la qualification à déterminer lors du recrutement ou certification professionnelle en rapport avec la qualification à déterminer lors du recrutement

NIVEAU 2

Niveau et rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par carrière plane	Grade donnant accès			Recrutement ou appel aux candidats	Conditions particulières
				Promotion par avancement de grade	Promotion par accession au niveau supérieur			
25	Assistant administratif chef	Un autre grade de rang 25	non	Assistant administratif principal (R.24)	non	Appel aux candidats	- Compter une ancienneté de grade de 3 ans et satisfaisant aux conditions de formation (articles 17 et 28) - Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)	
25	Assistant technique chef	Un autre grade de rang 25	non	Assistant technique principal (R.24)	non	Appel aux candidats	- Compter une ancienneté de grade de 3 ans et satisfaisant aux conditions de formation (articles 17 et 28) - Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)	
24	Assistant administratif principal	Un autre grade de rang 24	Assistant administratif de 1 ^{ère} classe (R.22)	non	non	non	- Compter une ancienneté de grade de 8 ans et avoir une évaluation positive (articles 10, 11 et 27) - Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)	
24	Assistant technique principal	Un autre grade de rang 24	Assistant technique de 1 ^{ère} classe (R.22)	non	non	non	- Compter une ancienneté de grade de 8 ans et avoir une évaluation positive (articles 10, 11 et 27) - Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)	
22	Assistant administratif de première classe	Un autre grade de rang 22	Assistant administratif (R.20)	non	non	non	- Compter une ancienneté de grade de 4 ans et avoir une évaluation positive (articles 10, 11 et 27) - Pour le changement de grade, compter une ancienneté de grade de 2 ans au moins et avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)	
22	Assistant technique de première classe	Un autre grade de rang 22	Assistant technique (R.20)	non	non	non	- Compter une ancienneté de grade de 4 ans et avoir une évaluation positive (articles 10, 11 et 27) - Pour le changement de grade, compter une ancienneté de grade de 2 ans au moins et avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)	

20	Assistant administratif	non	non	non	non	non	Adjoint administratif (R.30), adjoint administratif de 1 ^{ère} classe (R.32), adjoint administratif principal (R.34), adjoint administratif chef (R.35)	recrutement	- Pour l'accèsion au niveau supérieur, être lauréat d'un concours d'accèsion au niveau supérieur et compter une ancienneté de niveau de 2 ans minimum (articles 22 et 26) - Pour le recrutement, diplôme correspondant à la qualification à déterminer lors du recrutement ou certification professionnelle en rapport avec la qualification à déterminer lors du recrutement ou carte d'accès obtenue suite à une série d'épreuve de sélection qualitative qui vérifie si le candidat dispose des compétences de base et aptitudes cognitives qui sont exigées au niveau supérieur à celui auquel il peut prétendre en vertu de son ou ses diplôme(s) ou de son ou ses certificat(s) d'études.
20	Assistant technique	non	non	non	non	non	Adjoint de métier (R.30), adjoint de métier de 1 ^{ère} classe (R.32), adjoint de métier principal (R.34), adjoint de métier chef (R.35)	recrutement	- Pour l'accèsion au niveau supérieur, être lauréat d'un concours d'accèsion au niveau supérieur et compter une ancienneté de niveau de 2 ans minimum (articles 22 et 26) - Pour le recrutement, diplôme correspondant à la qualification à déterminer lors du recrutement ou certification professionnelle en rapport avec la qualification à déterminer lors du recrutement ou carte d'accès obtenue suite à une série d'épreuve de sélection qualitative qui vérifie si le candidat dispose des compétences de base et aptitudes cognitives qui sont exigées au niveau supérieur à celui auquel il peut prétendre en vertu de son ou ses diplôme(s) ou de son ou ses certificat(s) d'études.

NIVEAU 3

Niveau et rang hiérarchique	Dénomination du grade	Changement de grade	Promotion par carrière plane	Promotion par avancement de grade	Promotion par accèsion au niveau supérieur	Recrutement ou appel aux candidats	Conditions particulières
35	Adjoint administratif chef	Un autre grade de rang 35	non	Adjoint administratif principal (R.34)	non	Appel aux candidats	- Compter une ancienneté de grade de 3 ans et satisfaire aux conditions de formation (articles 17 et 25) - Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)

35	Adjoint de métier chef	Un autre grade de rang 35	non	Adjoint de métier principal (R.34)	non	Appel aux candidats	- Compter une ancienneté de grade de 3 ans et satisfaisant aux conditions de formation (articles 17 et 25) - Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)
34	Adjoint administratif principal	Un autre grade de rang 34	Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe (R.32)	non	non	non	- Compter une ancienneté de grade de 8 ans et avoir une évaluation positive (articles 10, 11 et 24) - Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)
34	Adjoint de métier principal	Un autre grade de rang 34	Adjoint de métier de 1 ^{ère} classe (R.32)	non	non	non	- Compter une ancienneté de grade de 8 ans et avoir une évaluation positive (articles 10, 11 et 24) - Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)
32	Adjoint administratif de 1^{ère} classe	Un autre grade de rang 32	Adjoint administratif (R.30)	non	non	non	- Compter une ancienneté de grade de 4 ans et avoir une évaluation positive (articles 10, 11 et 24) - Pour le changement de grade, compter une ancienneté de grade de 2 ans au moins et avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)
32	Adjoint de métier de 1^{ère} classe	Un autre grade de rang 32	Adjoint de métier (R.30)	non	non	non	- Compter une ancienneté de grade de 4 ans et avoir une évaluation positive (articles 10, 11 et 24) - Pour le changement de grade, compter une ancienneté de grade de 2 ans au moins et avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)
30	Adjoint administratif	non		non	non	recrutement	
30	Adjoint de métier	non		non	non	recrutement	

Vu pour être annexé à l'arrêté 2017/1350 du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019 relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

La Présidente du Collège, chargée du Budget,
F. LAANAN

La Membre du Collège, chargée de la Fonction publique,
C. JODOGNE

Le Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle,
D. GOSUIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/11396]

21 FEBRUARI 2019. — Besluit 2017/1350 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de loopbaan van de ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, meer bepaald de artikelen 17, § 1, en 22, eerste lid;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het personeelsreglement van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

Gelet op het protocol nr. 2016/13 van 12 juli 2016 van het sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het sectorale akkoord 2016-2017 budgettair gespreid tot in 2019;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, gegeven op 24 november 2017;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met Begroting, gegeven op 12 december 2018;

Gelet op het protocol nr. 2018/4 van 20 april 2018 van het sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het protocol nr. 2018/13 van 24 september 2018 van het sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het evaluatieverslag over de gevolgen van het besluit 2017/1350 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 november 2018 over de respectieve situatie van vrouwen en mannen en over de situatie van personen met een handicap;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 27 december 2018, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de informatie aan de minister van Pensioenen de dato 12 december 2018;

Op voordracht van het lid van het College belast met het Openbaar Ambt en van het lid van het College belast met Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "Instituut": het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, opgericht door artikel 2 van het decreet van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

2° "het besluit van het College betreffende de hiërarchische rangschikking van de graden": het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 betreffende de hiërarchische rangschikking van de graden die de personeelsleden van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding kunnen bekleden;

3° "het besluit van het College betreffende het organieke kader": het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vastlegging van het organieke kader van het personeel van Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

4° "de benoemende overheid": het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding.

Art. 3. Onverminderd artikel 5 worden de ambtenaren die opgenomen zijn in de tabel vermeld in bijlage 1 van dit besluit, aangesteld als bevoegde hiërarchische meerderen die in tuchtrechtelijke aangelegenheden gemachtigd zijn de blaam te geven en een voorlopig voorstel voor de andere sancties te doen.

Art. 4. Onverminderd de regelgevende bepalingen van algemene aard die de loopbaan van de ambtenaren beheersen, gebeurt de benoeming, de bevordering of de aanstelling tot elk van de graden waarvan de ambtenaren van de diensten waarop dit besluit van toepassing is, titularis kunnen zijn, overeenkomstig de voorwaarden vastgesteld in bijlage 2 van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Algemene regels inzake bevordering*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 5. De loopbaan van de ambtenaren van het Instituut is georganiseerd in graden, niveaus en hiërarchische rangen.

De niveaus van de graden waarvan de ambtenaren titularis kunnen zijn, worden genummerd van 1 tot 3, waarbij het cijfer 1 wordt toegekend aan het hoogste niveau.

In elk niveau worden de rangen genummerd volgens de orde van hun hiërarchische waarde, met dien verstande dat het hoogste nummer overeenstemt met de hoogste rang.

Iedere rang wordt aangeduid met een getal van twee cijfers, waarbij het cijfer links het niveau aanduidt en het cijfer rechts de rang binnen het niveau.

Het niveau 1 bevat 6 rangen die als volgt genummerd zijn: 10, 11, 12, 13, 15 (uitdovend) en 16.

Het niveau 2+ bevat 4 rangen die als volgt genummerd zijn: 26, 27, 28 en 29.

Het niveau 2 bevat 4 rangen die als volgt genummerd zijn: 20, 22, 24 en 25.

Het niveau 3 bevat 4 rangen die als volgt genummerd zijn: 30, 32, 34 en 35.

Art. 6. De bevorderingen worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan, door verhoging in graad of door overgang naar het hogere niveau.

Er kan worden voorzien in bepaalde betrekkingen bij wege van benoeming door verandering van graad.

Art. 7. Behalve de betrekkingen die in de vlakke loopbaan zijn voorzien, verklaart de benoemende overheid elke open betrekking vacant alvorens zij kan worden begeven bij wege van bevordering door verhoging in graad of door benoeming door verandering van graad.

Art. 8. § 1. De vacature van de betrekkingen die bij wege van bevordering of van verandering van graad worden begeven, wordt via een dienstnota ter kennis gebracht aan de ambtenaren die voldoen aan de statutaire bevorderingsvoorwaarden.

De dienstnota geeft een nauwkeurige omschrijving van de vacant verklaarde betrekking, alsook de algemene en bijzondere voorwaarden die gelden voor de bevordering tot de bedoelde betrekking.

De paraaf van de betrokkenen is verplicht, zodat de ambtenaren die voldoen aan de statutaire bevorderingsvoorwaarden en die een kopie van de dienstnota ontvangen, uitdrukkelijk voor ontvangst moeten tekenen.

Een exemplaar van de dienstnota wordt bij een ter post aangetekende brief verstuurd, met ontvangstbewijs, naar de woonplaats van de ambtenaar die om eender welke reden tijdelijk niet op de dienst aanwezig is.

§ 2. Enkel de kandidaturen van de ambtenaren die bij een aangetekende brief aan de leidend ambtenaar zijn verstuurd binnen een termijn van 15 werkdagen, worden in aanmerking genomen. Deze termijn begint te lopen vanaf de eerste werkdag die volgt op de dag dat de vacantverklaring van de betrekking overhandigd is aan de betrokkene of per post naar de woonplaats van de ambtenaar is verstuurd. Het ontvangstbewijs van de post geldt als bewijs.

Er wordt melding gemaakt van de ontvangst van de kandidaturen.

Elke kandidaatstelling voor een betrekking van niveau 1 omvat een uiteenzetting van de aanspraken die de kandidaat meent te kunnen doen gelden om naar de betrekking te dingen.

§ 3. De voorstellen tot bevordering of tot verandering van graad worden eveneens via een dienstnota ter kennis gebracht aan de betrokken ambtenaren. Een paraaf van de betrokkenen is eveneens verplicht.

Een exemplaar van de dienstnota wordt bij een ter post aangetekende brief verstuurd, met ontvangstbewijs, naar de woonplaats van de ambtenaar die om eender welke reden tijdelijk niet op de dienst aanwezig is.

§ 4. De kennisgevingen van vacatures die bij wege van bevordering of van verandering van graad worden begeven, worden aangekondigd op verschillende zichtbare plaatsen in het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding.

§ 5. De ambtenaren mogen zich vooraf kandidaat stellen voor elke betrekking die gedurende hun afwezigheid vacant zou worden verklaard. De voorafgaandelijke kandidaatstelling is geldig op dezelfde wijze als diegene die ingediend werd volgens de voorwaarden in artikel 8, § 2, indien, en enkel indien, deze aangetekend wordt verstuurd aan de leidend ambtenaar van het Instituut en indien de betrekking waarvoor de kandidaatstelling in kwestie bedoeld is, vacant werd verklaard binnen een termijn van 2 maanden vanaf de verzending van deze aangetekende brief.

Art. 9. De bevorderingen door verhoging in graad en door overgang naar het hogere niveau en de benoemingen door verandering van graad worden door de benoemende overheid verleend.

Afdeling 2. — Bevordering volgens de regels van de vlakke loopbaan

Art. 10. De ambtenaar wordt automatisch bevorderd tot elk van de graden die de vlakke loopbaan bevat, zodra hij 3 jaar graadanciënniteit op niveau 1 telt, een graadanciënniteit van 4 jaar en dan 8 jaar, vervolgens 3 jaar in niveau 2+, een graadanciënniteit van 4 jaar en dan 8 jaar op niveau 2 en op niveau 3 en in zoverre hij een "positieve" globale evaluatievermelding heeft behaald.

Wanneer de ambtenaar een "gemiddelde" of "negatieve" globale evaluatievermelding heeft gekregen, wordt het recht op bevordering volgens de regels van de vlakke loopbaan opgeschort tot hij een "positieve" globale evaluatievermelding heeft gekregen.

De bevordering volgens de regels van de vlakke loopbaan kan gekoppeld worden aan een opleiding die met succes werd afgesloten.

In afwijking van het eerste lid wordt de bevordering tot rang 29 toegekend aan de ambtenaar van rang 28 die een graadanciënniteit van 3 jaar heeft en beantwoordt aan de opleidingsvoorwaarde bedoeld in artikel 48 van dit besluit.

Art. 11. De graden van rang 11 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 10 die 3 jaar graadanciënniteit hebben.

De graden van rang 29 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 28 die 3 jaar graadanciënniteit hebben.

De graden van rang 28 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 27 die 8 jaar graadanciënniteit hebben.

De graden van rang 27 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 26 die 4 jaar graadanciënniteit hebben.

De graden van rang 24 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 22 die 8 jaar graadanciënniteit hebben.

De graden van rang 22 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 20 die 4 jaar graadanciënniteit hebben.

De graden van rang 34 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 32 die 8 jaar graadanciënniteit hebben.

De graden van rang 32 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 30 die 4 jaar graadanciënniteit hebben.

Afdeling 3. — Bevordering door verhoging in graad

Art. 12. § 1. In het kader van de bevordering in niveau 2 of 3, indien er niet ten minste één kandidaat is die de voorwaarden inzake anciënniteit vervult om te worden bevorderd, wordt een nieuwe procedure met een nieuwe oproep tot kandidaatstelling opgestart. In dit geval wordt de benoemende overheid met de goedkeuring van het lid van het College belast met het Openbaar Ambt, gemachtigd van die voorwaarden af te wijken door de vereiste anciënniteit met één derde te verminderen, en vervolgens met twee derde, indien er nog steeds geen kandidaten zijn die de voorwaarden vervullen.

§ 2. In het kader van de bevordering in niveau 1, indien er geen kandidaat is die de voorwaarden inzake de vereiste anciënniteit vervult om te worden benoemd in een graad van rang 13 of van rang 12, wordt een nieuwe procedure met een nieuwe oproep tot kandidaatstelling opgestart. In dit geval wordt de benoemende overheid gemachtigd van die voorwaarden af te wijken door de vereiste anciënniteit met één derde te verminderen.

§ 3. De beslissing wordt vermeld in het bericht over de vacante betrekking en in de inleiding van het besluit tot bevordering.

Onderafdeling 1. — Bevordering in niveau 1

Art. 13. De graden van attaché-diensthoofd (rang 12) en van adviseur (rang 13) worden begeven volgens de bevorderingsregels door verhoging in graad.

Art. 14. § 1. Voor iedere bevordering door verhoging in graad in niveau 1 brengt de Directieraad een met redenen omkleed advies uit.

De Directieraad spreekt zich in zijn advies uit over iedere kandidaat die voldoet aan de voorwaarden om de betrekking te bekleden.

Hij neemt hierbij in overweging:

1° de beschrijving van de functie en de algemene en bijzondere voorwaarden;

2° de titels en de nuttige ervaring die de kandidaat kan laten gelden voor een benoeming in de vacante betrekking;

3° het evaluatiedossier van de kandidaten.

Ingeval verscheidene kandidaten dezelfde of gelijkwaardige titels voor een benoeming in de vacante betrekking kunnen laten gelden, wordt de voorkeur gegeven aan de ambtenaar die de meest positieve waardering kreeg krachtens artikel 81 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie.

De Directieraad stelt een voorlopige met redenen omklede rangschikking op die ten hoogste zes namen van kandidaten per vacante betrekking bevat.

De kandidaten worden gerangschikt in de volgorde waarin zij voor de bevordering in aanmerking komen.

Van de voorlopige rangschikking wordt kennisgegeven aan de ambtenaren die zich kandidaat hebben gesteld voor de te begeven betrekking.

§ 2. De ambtenaar die zich benadeeld acht, kan binnen de 10 werkdagen na de kennisgeving van de voorlopige rangschikking bezwaar indienen bij de Directieraad.

Deze termijn begint te lopen vanaf de eerste werkdag die volgt op de dag dat de kennisgeving van de voorlopige rangschikking overhandigd is aan de betrokkene of per post naar de woonplaats van de ambtenaar is verstuurd. Het ontvangstbewijs van de post geldt als bewijs.

De ambtenaar kan op zijn vraag gehoord worden door de Directieraad. Hij kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

§ 3. De Directieraad stelt de definitieve rangschikking op en motiveert deze.

De leidend ambtenaar wordt belast met de indiening van het voorstel van de Directieraad bij de benoemende overheid.

Indien het voorstel eenparig wordt uitgebracht, is dit voorstel gebiedend ten opzichte van de benoemende overheid.

Art. 15. De ambtenaren van rang 11, met uitzondering van de graad van eerstaanwezend ingenieur, die een niveau-anciënniteit van minstens 6 jaar hebben, kunnen bevorderd worden door verhoging in graad naar een graad van rang 12.

De ambtenaren van rang 12 die minstens 1 jaar graadanciënniteit en 9 jaar niveau-anciënniteit hebben, kunnen bevorderd worden door verhoging in graad naar een graad van rang 13.

Onderafdeling 2. — Bevordering in de niveaus 2 en 3.

Art. 16. § 1. Voor iedere bevordering door verhoging in graad in de niveaus 2 en 3 worden de voorstellen gedaan door de leidend ambtenaar van het Instituut.

Voor de bevorderingen binnen eenzelfde niveau wordt de voorkeur gegeven aan de kandidaat die de meest positieve waardering heeft gekregen krachtens artikel 81 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie.

Ingeval verscheidene kandidaten de meest positieve waardering hebben bekregen, wordt de voorkeur gegeven aan de kandidaat:

a) met de grootste graadanciënniteit;

b) bij gelijke graadanciënniteit, met de grootste dienstanciënniteit;

c) bij gelijke dienstanciënniteit, met de hoogste leeftijd.

§ 2. De leidend ambtenaar stelt een voorlopige met redenen omklede rangschikking op die ten hoogste zes kandidaten per vacante betrekking bevat.

De kandidaten worden gerangschikt in de volgorde waarin zij voor de bevordering in aanmerking komen.

Van de voorlopige rangschikking wordt kennisgegeven aan de ambtenaren die zich kandidaat hebben gesteld voor de te begeven betrekking.

§ 3. De ambtenaar die zich benadeeld acht, kan binnen de 10 werkdagen na de kennisgeving van de voorlopige rangschikking bezwaar indienen bij de leidend ambtenaar.

Deze termijn begint te lopen vanaf de eerste werkdag die volgt op de dag dat de kennisgeving van de voorlopige rangschikking overhandigd is aan de betrokkene of per post naar de woonplaats van de ambtenaar is verstuurd. Het ontvangstbewijs van de post geldt als bewijs.

De ambtenaar kan op zijn vraag gehoord worden door de leidend ambtenaar. Hij kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

§ 4. De leidend ambtenaar stelt de definitieve rangschikking op en motiveert deze. Bij een met redenen omklede beslissing kan hij overgaan tot de herindeling van de kandidaten zonder evenwel te mogen afwijken van de regel betreffende de evaluatievermelding bedoeld in § 1.

De leidend ambtenaar wordt belast met de indiening van het voorstel bij de benoemende overheid.

Art. 17. De ambtenaren van rang 24 die een graadanciënniteit van minstens 3 jaar hebben en beantwoorden aan de opleidingsvoorwaarde bedoeld in artikel 48 van dit besluit, kunnen bevorderd worden door verhoging in graad tot een graad van rang 25.

De ambtenaren van rang 34 die een graadanciënniteit van minstens 3 jaar hebben en beantwoorden aan de opleidingsvoorwaarde bedoeld in artikel 48 van dit besluit, kunnen bevorderd worden door verhoging in graad tot een graad van rang 35.

Onderafdeling 3. — Benoeming door verandering van graad

Art. 18. § 1. De tabel in bijlage 2 van dit besluit legt de graden vast die begeven kunnen worden door benoeming door verandering van graad, alsook de graden die er toegang tot verlenen. De tabel kan eveneens een grotere graadanciënniteit voorschrijven dan degene die werd vastgesteld in artikel 19, alsook bijkomende voorwaarden opleggen voor de beroepskwalificatie vereist voor de uitoefening van de betrekking die overeenkomt met de te begeven graad. De tabel kan bovendien de controle van de beroepsgeschiktheid voorschrijven en, in voorkomend geval, de regels ervan vastleggen.

§ 2. De controle van de beroepsgeschiktheid vereist voor de uitoefening van een betrekking wordt georganiseerd door de leidend ambtenaar.

Hij stelt het huishoudelijk reglement met betrekking tot de organisatie van deze controles vast, zorgt voor de bekendmaking ervan bij het personeel en waakt over de toepassing ervan. De leidend ambtenaar bepaalt voor elke functie, na advies van de Directieraad en op voorstel van het betrokken diensthoofd, het programma waarop de controle betrekking heeft. Hij duidt de leden van de jury aan. Deze is samengesteld uit:

1. de leden van de Directieraad;
2. het betrokken diensthoofd;
3. de vormingsdirecteur.

Als de voorwaarden voor de controle van de beroepsgeschiktheid dit vereisen, kan de leidend ambtenaar echter de samenstelling van de jury wijzigen en een beroep doen op personen die, uit hoofde van hun competenties of hun specialisaties, bijzonder bekwaam zijn. De samenstelling van de jury wordt in de betrokken diensten geafficheerd.

Overeenkomstig artikel 17, 3°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, hebben de representatieve vakbondsorganisaties het recht waarnemers aan te duiden bij de bekwaamheidsproeven bedoeld in dit artikel onverminderd de prerogatieven van de jury.

§ 3. Alle veranderingen van graad zijn geoorloofd voor de ambtenaren bij wie het Bestuur Medische expertise hun definitieve beroepsongeschiktheid om hun ambt uit te oefenen heeft vastgesteld, maar die evenwel aangewezen kunnen worden voor een ander ambt waarvoor zij op grond van hun toestand geschikt zijn.

Op hun vraag of op initiatief van de benoemende overheid kunnen deze ambtenaren bij voorrang benoemd worden volgens de procedure voor de verandering van graad en binnen de perken van de vacante betrekkingen tot een graad van hun rang. De toekenning van deze graden is aan geen enkele bijkomende en bijzondere beroepsbekwaamheidsvoorwaarde, verantwoord door de aard van de uit te oefenen functie, onderworpen.

De in dit lid bedoelde benoeming moet worden voorafgegaan door het advies van het Bestuur Medische expertise, waarbij vastgesteld wordt dat de betrokken ambtenaar niet meer in staat is zijn functie op normale wijze uit te oefenen zonder daarom definitief ongeschikt te zijn.

Art. 19. Enkel de ambtenaren met minstens een “gemiddelde” globale evaluatievermelding en die minstens 6 maanden graadanciënniteit tellen, kunnen aanspraak maken op een verandering van graad.

Art. 20. Voor elke benoeming door verandering van graad in niveau 1 geeft de Directieraad een met redenen omkleed advies volgens dezelfde procedure als die voorzien in artikel 14.

Art. 21. Voor elke benoeming door verandering van graad in niveau 2 of 3 doet de leidend ambtenaar van het Instituut voorstellen volgens dezelfde procedure als die voorzien in artikel 16.

Afdeling 4. — Bevordering door overgang naar het hogere niveau

Art. 22. § 1. De vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau worden georganiseerd voor de bevordering naar graden die in rang 10, 20 of 26 gerangschikt zijn.

Het College kan bovendien beslissen bepaalde graden van andere rangen bij wege van een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau te verlenen. Het besluit stelt de voorwaarden van deelneming aan het vergelijkend examen vast, zonder evenwel de in § 2 gestelde voorwaarden inzake niveau-anciënniteit te mogen inkorten.

§ 2. Het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau staat open:

1° voor de bevordering tot een graad van rang 10, voor de ambtenaren van niveau 2+ en 2 die 4 jaar anciënniteit tellen in niveau 2+ of 2 of in beide niveaus.

2° voor de bevordering tot een graad van de rangen 26 en 20, voor de ambtenaren die een anciënniteit van 2 jaar tellen in het niveau dat onmiddellijk onder het niveau van de te begeven graad staat.

§ 3. De deelnemingsvoorwaarden bepaald krachtens § 2 moeten vervuld zijn op de door Selor bepaalde datum.

§ 4. De ambtenaar die tijdens eender welk deel van het examen één van die voorwaarden niet langer vervult, verliest het voordeel van zijn slagen voor het vergelijkend examen.

HOOFDSTUK III. — Algemene regels inzake loopbaan

Afdeling 1. — Loopbanen in niveau 3

Art. 23. De graden van administratief adjunct en adjunct-vakman (rang 30) worden begeven aan de laureaten van een aanwervingsexamen.

Art. 24. Enkel de ambtenaren die houder zijn van een van de hiernavolgende graden uit de linkerkolom en met rang 30, kunnen worden bevorderd tot de graad ertegenover van rang 32:

administratief adjunct	administratief adjunct 1ste klasse
adjunct-vakman	adjunct-vakman 1ste klasse

Enkel de ambtenaren die houder zijn van een van de hiernavolgende graden uit de linkerkolom en met rang 32, kunnen worden bevorderd tot de graad ertegenover van rang 34:

administratief adjunct 1ste klasse	eerstaanwend administratief adjunct
adjunct-vakman 1ste klasse	eerstaanwend adjunct-vakman

De bevorderingen bedoeld in dit artikel worden begeven volgens de bevorderingsregels van de vlakke loopbaan.

Art. 25. Enkel de ambtenaren met een graad van rang 34 kunnen worden bevorderd door verhoging in graad tot de graden van rang 35, mits ze geslaagd zijn in de opleidingen zoals bedoeld in artikel 48 van dit besluit.

Afdeling 2. — Loopbanen in niveau 2

Art. 26. De graden van administratief assistent en technisch assistent (rang 20) mogen worden begeven aan de laureaten van het rekruteringsexamen of van een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau.

Art. 27. Enkel de ambtenaren die houder zijn van een van de hiernavolgende graden uit de linkerkolom en met rang 20, kunnen worden bevorderd tot de graad ertegenover van rang 22:

administratief assistent	administratief assistent 1ste klasse
technisch assistent	technisch assistent 1ste klasse

Enkel de ambtenaren die houder zijn van een van de hiernavolgende graden uit de linkerkolom en met rang 22, kunnen worden bevorderd tot de graad ertegenover van rang 24:

administratief assistent 1ste klasse	eerstaanwend administratief assistent
technisch assistent 1ste klasse	eerstaanwend technisch assistent

De bevorderingen bedoeld in dit artikel worden begeven volgens de bevorderingsregels van de vlakke loopbaan.

Art. 28. Enkel de ambtenaren met een graad van rang 24 kunnen worden bevorderd door verhoging in graad tot de graden van rang 25, mits ze geslaagd zijn in de opleidingen zoals bedoeld in artikel 48 van dit besluit.

Afdeling 3. — Loopbanen in niveau 2+

Art. 29. § 1. De graad van maatschappelijk assistent (rang 26) kan alleen worden begeven aan de laureaten van een aanwervingsexamen.

§ 2. De graden van administratief gegradueerde en technisch gegradueerde (rang 26) kunnen worden begeven aan de laureaten van een aanwervingsexamen of van een overgangsexamen voor het hogere niveau.

Art. 30. § 1. Enkel de ambtenaren die houder zijn van een van de hiernavolgende graden uit de linkerkolom en met rang 26, kunnen worden bevorderd tot de graad ertegenover van rang 27:

maatschappelijk assistent	maatschappelijk assistent 1ste klasse
administratief gegradueerde	administratief gegradueerde 1ste klasse
technisch gegradueerde	technisch gegradueerde 1ste klasse

Enkel de ambtenaren die houder zijn van een van de hiernavolgende graden uit de linkerkolom en met rang 27, kunnen worden bevorderd tot de graad ertegenover van rang 28:

maatschappelijk assistent 1ste klasse	eerstaanwend maatschappelijk assistent
administratief gegradueerde 1ste klasse	eerstaanwend administratief gegradueerde
technisch gegradueerde 1ste klasse	eerstaanwend technisch gegradueerde

De bevorderingen bedoeld in deze paragraaf worden begeven volgens de bevorderingsregels van de vlakke loopbaan.

§ 2. Enkel de ambtenaren die houder zijn van een van de hiernavolgende graden uit de linkerkolom en met rang 28, kunnen worden bevorderd tot de graad ertegenover van rang 29:

maatschappelijk hoofdassistent	eerste maatschappelijk assistent
hoofd administratief gegradueerde	eerste administratief gegradueerde
hoofd technisch gegradueerde	eerste technisch gegradueerde

De bevorderingen bedoeld in deze paragraaf worden begeven volgens de bevorderingsregels van de vlakke loopbaan, mits de ambtenaren geslaagd zijn in de opleidingen zoals bedoeld in artikel 48 van dit besluit.

Afdeling 4. — Loopbanen in niveau 1

Art. 31. De graad van ingenieur (rang 10) kan alleen worden begeven aan de laureaten van een aanwervingsexamen.

De graad van attaché (rang 10) kan alleen worden begeven aan de laureaten van een aanwervingsexamen of van een overgangsexamen voor het hogere niveau.

Art. 32. Enkel de ambtenaren die houder zijn van een van de hiernavolgende graden uit de linkerkolom en met rang 10, kunnen worden bevorderd tot de graad ertegenover van rang 11:

attaché	eerstaanwendend attaché
ingenieur	eerstaanwendend ingenieur

De bevorderingen bedoeld in dit artikel worden begeven volgens de bevorderingsregels van de vlakke loopbaan.

Art. 33. Enkel de ambtenaren met een graad van rang 11, met uitzondering van de graad van eerstaanwendend ingenieur, kunnen worden bevorderd door verhoging in graad tot de graden van rang 12.

Enkel de ambtenaren met een graad van rang 12 kunnen worden bevorderd door verhoging in graad tot de graad van rang 13.

HOOFDSTUK IV. — Het mandaat

Afdeling 1. — Het mandaat van rang 13

Art. 34. § 1. De benoemende overheid kan de betrekkingen overeenstemmend met de graad van rang 13 bij mandaat toekennen.

Het mandaat voor een betrekking in rang 13 is toegankelijk voor de ambtenaren van rang 11 en 12.

§ 2. Het mandaat kan enkel worden toegekend met het oog op:

1° de reorganisatie van een administratieve eenheid of de inrichting van een administratieve eenheid belast met nieuwe bevoegdheden of met nieuwe materies;

2° de tijdelijke directie van een administratieve eenheid;

3° de uitoefening van een tijdelijke opdracht of van een specifieke taak.

De toestemming van de betrokken ambtenaar dient voorafgaand te worden aangevraagd.

§ 3. Wanneer de benoemende overheid besluit een betrekking bij mandaat toe te kennen, gaat ze tewerk als volgt:

1° ze stelt vast dat de betrekking vacant is en dat ze bij mandaat dient te worden toegekend;

2° ze bepaalt de duur van het mandaat;

3° ze stelt in voorkomend geval de bepalingen van artikel 32 waarvan ze afwijkt, vast.

§ 4. Het mandaat wordt toegekend voor een periode van twee jaar minimum en zes jaar maximum.

§ 5. De aangeduide ambtenaar oefent daadwerkelijk het mandaat uit.

Indien de aangeduide ambtenaar het mandaat omwille van een langdurige ziekte of moederschapsverlof niet kan uitoefenen, kan de benoemende overheid in toepassing van artikel 35, tweede lid, en in afwijking van artikel 36, § 2, eerste lid, het mandaat tijdelijk aan een andere ambtenaar toekennen voor een duur van maximum zes maanden onder de in dit besluit voorziene voorwaarden. In geval dat de ongeschiktheid wegens ziekte van de titelhoudend mandataris verlengd wordt na deze periode, neemt het mandaat een einde.

Art. 35. De benoemende overheid kan het mandaat slechts toevertrouwen aan de ambtenaren die de meest positieve waardering hebben gekregen krachtens artikel 81 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie.

Vooraleer het mandaat wordt toevertrouwd, vraagt de benoemende overheid het advies van de Directieraad over de kandidaat die zij het meest geschikt acht voor het mandaat.

De Directieraad spreekt zich uit op basis van het evaluatiedossier.

Art. 36. § 1. De titularissen van het mandaat worden ingedeeld door de benoemende overheid in de graad en in de rang die met de vacante betrekking overeenstemmen.

De graadanciënniteit van de titularis van het mandaat is gelijk aan zijn anciënniteit in de graad die hij had vóór zijn aanduiding.

De ambtenaar geniet de geldelijke rechten verbonden aan de graden die hem bij mandaat werden toegekend. Hij behoudt zijn aanspraken op bevordering tijdens de uitoefening van het mandaat. De duur van het mandaat wordt eveneens meegerekend in zijn administratieve en geldelijke anciënniteit.

§ 2. Het mandaat eindigt na de vastgelegde periode onder voorbehoud van een eventuele verlenging die toegekend zou worden. Het mandaat eindigt ook indien de ambtenaar bevorderd wordt tot de betrekking die hij bij mandaat bekleedt.

De ambtenaar die bevorderd wordt tot een andere betrekking dan diegene die hij bij mandaat bekleedt, kan bij de benoemende overheid vragen om van het mandaat te worden ontlast.

Afdeling 2. — Het mandaat van rang 16

Art. 37. Het College wijst, op voorstel van het lid van het College dat toezicht houdt over het Instituut, per mandaat de betrekking toe die overeenstemt met de graad van rang 16.

Dit mandaat is getiteld “mandaat van rang 16”.

De titularis van het mandaat wordt “mandataris van rang 16” genoemd.

Elk mandaat van rang 16 wordt door het College vacant verklaard alvorens het toegewezen kan worden.

Art. 38. Alvorens iedere toewijzing van een mandaat van rang 16 stelt het College, op voorstel van het lid dat toezicht houdt over het Instituut, de tijdens het mandaat te bereiken doelstellingen vast.

Art. 39. De mandataris van rang 16 oefent daadwerkelijk het mandaat uit.

Tijdens de duur van dit mandaat mag de mandataris van rang 16 geen verminderde prestaties vervullen. Hij mag evenmin verlof krijgen voor het uitoefenen van een functie in het kabinet van een minister of van een staatssecretaris of in het kabinet van de voorzitter of van een lid van de regering van een Gemeenschap, van een Gewest, van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

De mandataris van rang 16 kan geen verlof voor een opdracht, loopbaanonderbreking of een afwezigheid om persoonlijke redenen bekomen.

Ingeval de mandataris van rang 16 het mandaat niet kan uitoefenen wegens ziekte van lange duur of moederschapsverlof of opschorting in het belang van de dienst, kan het College het mandaat tijdelijk aan een andere ambtenaar toevertrouwen, voor een duur van maximum zes maanden.

Het enige feit dat een mandaat van rang 16 tijdelijk niet ingevuld wordt, volstaat niet om te rechtvaardigen dat deze betrekking ten voorlopige titel wordt verleend.

Art. 40. De graadanciënniteit van de mandataris van rang 16 is gelijk aan zijn anciënniteit in de graad die hij had voor zijn aanstelling in het mandaat. De duur van het mandaat van rang 16 wordt verrekend in zijn anciënniteit van dienst, graad, niveau en bezoldiging.

De mandataris van rang 16 oefent de prerogatieven uit en geniet de wedde en de geldelijke voordelen die verbonden zijn aan de graad van rang 16.

Art. 41. § 1. De duur van het mandaat van rang 16 bedraagt vijf jaar.

Onverminderd artikel 86/3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, kan de mandataris van rang 16 van wie het mandaat een einde neemt, evenwel door het College toegelaten worden om de uitoefening van zijn functie voort te zetten tot de indiensttreding van zijn opvolger.

Het mandaat van rang 16 neemt ofwel een einde bij het verstrijken van de vastgelegde duur, ofwel na een bijkomende “ongunstige” evaluatie als bedoeld in artikel 86/3, § 1, tweede lid, van voormeld besluit of in geval van niet-hernieuwing van het mandaat als bedoeld in artikel 86/3, § 4 en § 5, van het voornoemd besluit, ofwel in geval van opschorting in het belang van de dienst gedurende meer dan zes maanden, ofwel in geval van ononderbroken afwezigheid wegens ziekte van lange duur van meer dan zes maanden, ofwel in geval van terugzetting in rang of ook door vrijwillig ontslag van de mandataris van rang 16.

§ 2. De ambtenaar van wie het mandaat niet verlengd wordt, herneemt de graad die hij bekleedde vóór de toewijzing van zijn mandaat.

Art. 42. § 1. Het mandaat van rang 16 is open voor de ambtenaren van niveau 1 van het Instituut die over minstens twaalf jaar anciënniteit beschikken in niveau 1, of die over een minimumervaring van zes jaar in een leidende functie beschikken.

Onder ervaring in een leidende functie wordt verstaan de ervaring inzake het beheer in een openbare dienst of in een organisatie van de privésector.

§ 2. Elke kandidaat stelt een beheersplan op dat rekening houdt met de doelstellingen zoals bedoeld in artikel 38.

Art. 43. § 1. De vacante mandaten van rang 16 worden ter kennis gebracht van de ambtenaren middels een kandidaatoproep die in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd.

De kandidaatoproep vermeldt voor ieder mandaat van rang 16 dat vacant wordt verklaard:

1° de termijn bedoeld in paragraaf 2 van dit artikel waarin de kandidatuur dient te worden ingediend bij het lid van het College dat toezicht houdt over het Instituut;

2° de elementen die de kandidatuurakte moet bevatten en die in paragraaf 3 van dit artikel vermeld worden;

3° de gegevens van de personeelsdienst waar de functiebeschrijving van het toe te kennen mandaat van rang 16 en de definitie van de doelstellingen zoals bedoeld in artikel 26 kunnen worden bekomen.

§ 2. Enkel de kandidaturen van de ambtenaren die per aangetekende brief aan het lid van het College dat toezicht houdt over het Instituut, zijn verstuurd, worden in aanmerking genomen, en dit binnen een termijn van 30 dagen. Deze termijn begint te lopen vanaf de dag die volgt op de publicatie van de oproep in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. Iedere kandidatuurakte bevat:

1° een toelichting van de titels en ervaring die de kandidaat naar voren brengt om voor de betrekking van rang 16 te solliciteren;

2° het beheersplan als bedoeld in artikel 42, § 2.

§ 4. De ambtenaren krijgen de toestemming vooraf te solliciteren voor elk mandaat van rang 16 dat tijdens hun afwezigheid vacant zou worden verklaard. De voorafgaandelijke kandidaatstelling is op dezelfde wijze geldig als degene die werd ingediend volgens de voorwaarden in artikel 43, § 2, indien, en enkel indien, deze per aangetekende zending werd verstuurd aan het lid van het College dat toezicht houdt over het Instituut en het mandaat zoals bedoeld in de kandidatuur in kwestie vacant verklaard werd binnen een termijn van 2 maanden vanaf het versturen van deze aangetekende zending.

Art. 44. § 1. De adviesaanvraag zoals bedoeld door artikel 45, § 2, tweede lid, wordt aanhangig gemaakt door het lid van het College dat toezicht houdt over het Instituut, bij de selectiecommissie, zoals bedoeld in artikel 16/1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. Het verzoek om advies gericht aan de selectiecommissie vermeldt de termijn waarbinnen zij zich moet uitspreken. Deze termijn mag niet korter zijn dan dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het verzoek door de voorzitter van de selectiecommissie.

§ 3. Het verzoek tot advies omvat:

1° de kandidatuurakte zoals bedoeld in artikel 43, § 3;

2° de doelstellingen zoals bedoeld in artikel 38;

3° de functiebeschrijving van de in te vullen betrekking.

Art. 45. § 1. De selectiecommissie controleert de algemene en bijzondere voorwaarden voor de toelaatbaarheid van de kandidaten.

De kandidaten die niet aan deze voorwaarden voldoen, worden van de selectie uitgesloten door middel van een met redenen omklede beslissing van de commissie. Deze beslissing wordt aan de uitgesloten kandidaten meegedeeld middels een aangetekend schrijven.

Binnen de vijftien dagen die volgen op deze bekendmaking kan iedere kandidaat een bezwaarschrift indienen door een aangetekend schrijven te richten aan de voorzitter van de commissie en kan hij vragen om te worden gehoord.

De kandidaat mag zich door een persoon van zijn keuze laten bijstaan.

Na onderzoek van het bezwaar spreekt de commissie zich definitief uit over de toelaatbaarheid en deelt ze haar beslissing mee middels een aangetekend schrijven.

Wanneer de commissie een uitspraak doet over de toelaatbaarheidsvoorwaarden van de kandidaten, begint de voorziene termijn om haar advies te verlenen te lopen vanaf de dag dat de commissie zich definitief over de toelaatbaarheidsvoorwaarden uitgesproken heeft.

§ 2. De selectiecommissie nodigt de kandidaten van wie de kandidatuur toelaatbaar werd verklaard, uit voor een gesprek.

De commissie brengt een met redenen omkleed advies uit over de graad van geschiktheid van de competenties, alsook de relationele en managementvaardigheden van elke kandidaat ten overstaan van de elementen uit het verzoek tot advies zoals bedoeld in artikel 44, § 3.

Na vergelijking van de titels en verdiensten van de kandidaten worden de kandidaten ofwel in groep A “geschikt”, ofwel in groep B “niet geschikt” ingeschreven door de selectiecommissie.

In groep A worden de kandidaten gerangschikt. Wanneer de kandidaten gelijkwaardig worden beoordeeld, worden ze ex aequo gerangschikt.

§ 3. De selectiecommissie draagt het met redenen omkleed advies en de klassering voorzien in § 2 over aan het lid van het College dat toezicht houdt over het Instituut.

Art. 46. Het College kent, op voorstel van het lid van het College dat toezicht houdt over het Instituut, het mandaat van rang 16 toe aan een van de kandidaten van groep A.

HOOFDSTUK V. — *Opleiding die toegang verleent tot de graden in de rangen 29, 25 en 35*

Art. 47. De ambtenaren met respectievelijk een graad in rang 28, 24 of 34 die een graadanciënniteit van minstens 3 jaar hebben, kunnen de opleidingen volgen die vereist zijn voor de bevordering tot een graad van rang 29, 25 of 35.

Art. 48. Om bevorderd te kunnen worden tot een graad van rang 29, 25 of 35, moet de ambtenaar twee opleidingen succesvol hebben afgerond in het daartoe specifiek voorziene jaarlijkse opleidingsplan voor het personeel van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding.

Deze twee opleidingen moeten worden gevolgd binnen de twee jaar die aan de bevordering voorafgaan.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 49. Dit besluit heft het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie op en vervangt het, alsook het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het personeelsreglement van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding.

Art. 50. Dit besluit treedt in werking op de 1ste dag van de tweede maand die volgt op de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 51. De leden van het College bevoegd voor Beroepsopleiding en Openbaar Ambt worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, 21 februari 2019.

De voorzitter van het College bevoegd voor Begroting,
F. LAANAN

Het lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt,
C. JODOGNE

Het lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding,
D. GOSUIN



BIJLAGE I van het besluit 2017/1350 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 februari 2019 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding

Ambtenaar aan wie een tuchtstraf kan worden opgelegd	Ambtenaar aangeduid als hiërarchische meerdere bevoegd om hem een blaam op te leggen of een andere tuchtstraf voor te stellen
<u>Niveau 1</u>	
Rang 16	College van de Franse Gemeenschapscommissie
Rang 15	Leidend ambtenaar titularis van een graad van minstens rang 16
Rang 13	Ambtenaar titularis van een graad van minstens rang 15 of aangeduid voor de uitoefening van een betrekking hoger dan een graad van minstens rang 15
Rang 11 en 10	Ambtenaar titularis van een graad van minstens rang 13 of aangeduid voor de uitoefening van een betrekking hoger dan een graad van minstens rang 13
<u>Niveaus 2+, 2, 3 en 4</u>	Ambtenaar titularis van een graad van minstens rang 10 met minstens twee jaar graadanciënniteit
Alle rangen	



BIJLAGE II van het besluit 2017/1350 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 februari 2019 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding

NIVEAU 1

Niveau en hiërarchische rang	Benaming van de graad	Wijziging van de graad	Bevordering in de vlakke loopbaan	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Aanwerving of kandidaatoproep	Bijzondere voorwaarden
16	Directeur-generaal	neen	neen	neen	neen	Kandidaatoproep	- Publieke oproep in het Belgisch Staatsblad - Het mandaat van rang 16 staat open voor de ambtenaren van niveau 1 die over minstens 12 jaar anciënniteit beschikken in niveau 1, of die over ervaring van minstens 6 jaar beschikken in een leidende functie (artikelen 42 en 43).
15	Inspecteur-generaal (uitdovend)						
13	Adviseur	neen	neen	Attaché-diensthoofd (R.12)	neen	Kandidaatoproep	- Graadanciënniteit van 1 jaar en niveau-anciënniteit van 9 jaar (artikelen 13, 14 en 15) - Kandidaatoproep (artikelen 7 en 15, tweede lid) - Voor de wijziging van de graad een graadanciënniteit van minstens 6 maanden en minstens een “gemiddelde” beoordeling kunnen aantonen (artikel 19)
12	Attaché-diensthoofd	neen	neen	Eerstaanwezend attaché (R.11)	neen	Kandidaatoproep	- Niveau-anciënniteit van 6 jaar (artikelen 13, 14 en 15) - Kandidaatoproep (artikelen 7 en 15, eerste lid)

11	Eerstaanwendend ingenieur	neen	Ingenieur (R.10)	neen	neen	neen	neen	neen	Graadanciënniteit van 3 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 32)
11	Eerstaanwendend attaché	neen	Attaché (R.10)	neen	neen	neen	neen	neen	Graadanciënniteit van 3 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 32)
10	Ingenieur	neen	neen	neen	neen	neen	neen	Aanwerving	Voor de aanwerving, diploma van burgerlijk ingenieur, landbouwingenieur of chemisch en bio-industrieel ingenieur dat te maken heeft met de specialiteit van de betrekking die bij de aanwerving nader bepaald zal worden, afgeleverd overeenkomstig de wet van 13 april 1997 tot wijziging van de wet van 22 oktober 1990 die artikel 54 vervangt van de wetten over het toekennen van de academische graden. De afgestudeerden van de polytechnische afdeling van de Koninklijke Militaire School die de titel van burgerlijk ingenieur mogen voeren die te maken heeft met de specialiteit van de in te vullen betrekking, zijn eveneens toegelaten.
10	Attaché	neen	neen	neen	neen	Alle graden van de niveaus 2 en 2+	neen	Aanwerving	- Voor overgang naar het hogere niveau, laureaat zijn van een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau en een niveau-anciënniteit van 4 jaar hebben (artikelen 22 en 31) - Voor de aanwerving, diploma dat overeenkomt met de kwalificatie die bepaald zal worden bij de aanwerving

NIVEAU 2+

Niveau en hiërarchische rang	Benaming van de graad	Wijziging van de graad	Bevordering in de vlakke loopbaan	Bevordering door verhoging in graad			Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Aanwerving of kandidaatoproep	Bijzondere voorwaarden
				Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Bevordering door overgang naar het hogere niveau			
Graad die toegang verleent tot									
29	Eerste maatschappelijk assistent	neen	Maatschappelijk hoofdassistent	neen	neen	neen	neen	neen	Graadanciënniteit van 3 jaar, een positieve beoordeling kunnen aantonen en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (artikelen 10, 11 en 30)
29	Eerste administratief gegradeerde	neen	Hoofd administratief gegradeerde (R28)	neen	neen	neen	neen	neen	Graadanciënniteit van 3 jaar, een positieve beoordeling kunnen aantonen en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (artikelen 10, 11 en 30)

29	Eerste technisch gegradueerde	neen	Hoofd technisch gegradueerde (R.28)	neen	neen	neen	neen	Graadanciënniteit van 3 jaar, een positieve beoordeling kunnen aantonen en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (artikelen 10, 11 en 30)
28	Maatschappelijk hoofdassistent	neen	Eerstaanwendend maatschappelijk assistent (R.27)	neen	neen	neen	neen	Graadanciënniteit van 8 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 30)
28	Hoofd administratief gegradueerde	neen	Eerstaan- wendend administratief gegradueerde (R.27)	neen	neen	neen	neen	Graadanciënniteit van 8 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 30)
28	Hoofd technisch gegradueerde	neen	Eerstaan- wendend technisch gegradueerde (R.27)	neen	neen	neen	neen	Graadanciënniteit van 8 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 30)
27	Eerstaanwendend maatschappelijk assistent	neen	Maatschap- pelijk assistent (R.26)	neen	neen	neen	neen	Graadanciënniteit van 4 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 30)
27	Eerstaanwendend administratief gegradueerde	neen	Administratief gegradueerde (R.26)	neen	neen	neen	neen	Graadanciënniteit van 4 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 30)
27	Eerstaanwendend technisch gegradueerde	neen	Technisch gegradueerde (R.26)	neen	neen	neen	neen	Graadanciënniteit van 4 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 30)
26	Maatschappelijk assistent	neen	neen	neen	neen	neen	Aanwerving	Bachelor maatschappelijk assistent of overeenstemmend diploma

26	Administratief gegradueerde	neen	neen	neen	neen	Alle graden van niveau 2	Aanwerving	<ul style="list-style-type: none"> - Voor overgang naar het hogere niveau, laureaat zijn van een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau en een niveau-anciënniteit van minstens 2 jaar hebben (artikelen 22 en 29) - Voor de aanwerving, diploma dat overeenkomt met de kwalificatie die bepaald zal worden bij de aanwerving of beroepscertificering in overeenstemming met de kwalificatie die bepaald zal worden bij de aanwerving
26	Technisch gegradueerde	neen	neen	neen	neen	Alle graden van niveau 2	Aanwerving	<ul style="list-style-type: none"> - Voor overgang naar het hogere niveau, laureaat zijn van een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau en een niveau-anciënniteit van minstens 2 jaar hebben (artikelen 22 en 29) - Voor de aanwerving, diploma dat overeenkomt met de kwalificatie die bepaald zal worden bij de aanwerving of beroepscertificering in overeenstemming met de kwalificatie die bepaald zal worden bij de aanwerving

NIVEAU 2

Niveau en hiërarchische rang	Benaming van de graad	Wijziging van de graad	Bevordering in de vlakke loopbaan	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Aanwerving of kandidaatoproep	Bijzondere voorwaarden
25	Hoofd administratief assistent	Een andere graad van rang 25	neen	Eerstaanwezend administratief assistent (R.24)	neen	Kandidaatoproep	<ul style="list-style-type: none"> - Graadanciënniteit van 3 jaar en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (artikelen 17 en 28) - Voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)
25	Hoofd technisch assistent	Een andere graad van rang 25	neen	Eerstaanwezend technisch assistent (R.24)	neen	Kandidaatoproep	<ul style="list-style-type: none"> - Graadanciënniteit van 3 jaar en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (artikelen 17 en 28) - Voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)

24	Eersteaanwezend administratief assistent	Een andere graad van rang 24	Administratief assistent 1ste klasse (R.22)	neen	neen	neen	neen	<ul style="list-style-type: none"> - Graadanciëntiteit van 8 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 27) - Voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)
24	Eersteaanwezend technisch assistent	Een andere graad van rang 24	Technisch assistent 1ste klasse (R.22)	neen	neen	neen	neen	<ul style="list-style-type: none"> - Graadanciëntiteit van 8 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 27) - Voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)
22	Administratief assistent 1ste klasse	Een andere graad van rang 22	Administratief assistent (R.20)	neen	neen	neen	neen	<ul style="list-style-type: none"> - Graadanciëntiteit van 4 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 27) - Voor de wijziging van de graad een graadanciëntiteit van minstens 2 jaar hebben en met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)
22	Technisch assistent 1ste klasse	Een andere graad van rang 22	Technisch assistent (R.20)	neen	neen	neen	neen	<ul style="list-style-type: none"> - Graadanciëntiteit van 4 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 27) - Voor de wijziging van de graad een graadanciëntiteit van minstens 2 jaar hebben en met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)
20	Administratief assistent	neen	neen	neen	Administratief adjunct (R.30), administratief adjunct 1 ^{ste} klasse (R.32), eersteaanwezend administratief adjunct (R.34), hoofdadministratief adjunct (R.35)	Aanwerving	<ul style="list-style-type: none"> - Voor overgang naar het hogere niveau, laureaat zijn van een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau en een niveau-anciëntiteit van minstens 2 jaar hebben (artikelen 22 en 26) - Voor de aanwerving, diploma dat overeenkomt met de kwalificatie die bepaald zal worden bij de aanwerving of beroepscertificering in overeenstemming met de kwalificatie die bepaald zal worden bij de aanwerving of een instapkaart bekomen ten gevolge van proeven voor een kwalitatieve selectie die nagaat of de kandidaat beschikt over de basisvaardigheden en cognitieve vaardigheden die vereist worden op een hoger niveau dan datgene waar hij krachtens zijn diploma('s) of zijn studiegetuigschrift(en) aanspraak op kan maken. 	

20	Technisch assistent	neen	neen	neen	neen	Adjunct-vakman (R.30), adjunct-vakman 1ste klasse (R.32), eerstaanwezend adjunct-vakman (R.34), hoofd adjunct-vakman (R. 35)	Aanwerving	- Voor overgang naar het hogere niveau, laureaat zijn van een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau en een niveau-anciënniteit van minstens 2 jaar hebben (artikelen 22 en 26) - Voor de aanwerving, diploma dat overeenkomt met de kwalificatie die bepaald zal worden bij de aanwerving of beroepscertificering in overeenstemming met de kwalificatie die bepaald zal worden bij de aanwerving of een instapkaart bekomen ten gevolge van proeven voor een kwalitatieve selectie die nagaat of de kandidaat beschikt over de basisvaardigheden en cognitieve vaardigheden die vereist worden op een hoger niveau dan datgene waar hij krachtens zijn diploma('s) of zijn studiegetuigschrift(en) aanspraak op kan maken.
----	----------------------------	------	------	------	------	--	------------	---

NIVEAU 3

Niveau en hiërarchische rang	Benaming van de graad	Wijziging van de graad	Bevordering in de vlakke loopbaan	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang naar het hogere niveau	Aanwerving of kandidaatoproep	Bijzondere voorwaarden
35	Hoofd-administratief adjunct	Een andere graad van rang 35	neen	Eerstaanwezend administratief adjunct (R.34)	neen	Kandidaatoproep	- Graadanciënniteit van 3 jaar en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (artikelen 17 en 25) - Voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)
35	Hoofd adjunct-vakman	Een andere graad van rang 35	neen	Eerstaanwezend adjunct-vakman (R.34)	neen	Kandidaatoproep	- Graadanciënniteit van 3 jaar en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (artikelen 17 en 25) - Voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)
34	Eerstaanwezend administratief adjunct	Een andere graad van rang 34	Administratief adjunct 1ste klasse (R.32)	neen	neen	neen	- Graadanciënniteit van 8 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 24) - Voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)

34	Eerstaanwend adjunct-vakman	Een andere graad van rang 34	Adjunct- vakman 1ste klasse (R.32)	neen	neen	neen	- Graadanciëntiteit van 8 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 24) - Voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)
32	Administratief adjunct 1ste klasse	Een andere graad van rang 32	Administratief adjunct (R.30)	neen	neen	neen	- Graadanciëntiteit van 4 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 24) - Voor de wijziging van de graad een graadanciëntiteit van minstens 2 jaar hebben en met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)
32	Adjunct-vakman 1ste klasse	Een andere graad van rang 32	Adjunct- vakman (R.30)	neen	neen	neen	- Graadanciëntiteit van 4 jaar en een positieve beoordeling kunnen aantonen (artikelen 10, 11 en 24) - Voor de wijziging van de graad een graadanciëntiteit van minstens 2 jaar hebben en met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)
30	Administratief adjunct	neen		neen	neen	Aanwerving	
30	Adjunct-vakman	neen		neen	neen	Aanwerving	

Gezien om te worden gehecht aan het besluit 2017/1350 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 februari 2019 betreffende de loopbaan van de amtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding.

De voorzitter van het College bevoegd voor Begroting,
F. LAANAN

Het lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt,
C. JODOGNE

Het lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding,
D. GOSUIN

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/11395]

21 FEVRIER 2019. — Arrêté 2017/1351 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, notamment les articles 17, § 1^{er} et 22, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu le protocole n° 2016/13 du 12 juillet 2016 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française relatif à l'accord sectoriel 2016-2017 étalé budgétairement jusqu'à 2019;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné le 24 novembre 2017;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, donné le 27 avril 2018;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget donné le 12 décembre 2018;

Vu le protocole n° 2018/4 du 20 avril 2018 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu le protocole n° 2018/13 du 24 septembre 2018 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact de l'arrêté 2017/1351 du Collège de la Commission communautaire française du 8 novembre 2018 sur la situation respective des femmes et des hommes et sur la situation des personnes handicapées;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 décembre 2018, en application de l'article 84 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'information au Ministre des pensions, datée du 12 décembre 2018;

Considérant l'accord de coopération conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la création et la gestion d'un cadre francophone des certifications, en abrégé « CFC », approuvé par le décret de la commission communautaire française du 15 juillet 2015;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique et du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française est abrogé et remplacé par un nouvel article 1^{er} rédigé comme suit : « Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci. »

Art. 3. L'article 2 du même arrêté est abrogé et remplacé par un nouvel article 2 rédigé comme suit : « Sont soumis au présent arrêté, les fonctionnaires et stagiaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ».

Art. 4. A l'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le 1^{er} tiret est modifié comme suit : « Institut : l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ».

Art. 5. A l'article 3, alinéa 1^{er}, 3e tiret, du même arrêté, les mots « autorité qui exerce le pouvoir de nomination » sont remplacés par les mots « autorité investie du pouvoir de nomination ».

Art. 6. A l'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté il est rajouté un 4ème tiret rédigé comme suit : « l'arrêté du Collège relatif à la carrière : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019 relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ».

Art. 7. A l'article 3 du même arrêté il est rajouté un 5ème tiret rédigé comme suit : « - certification professionnelle : certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant la poursuite de formation, l'insertion ou le maintien sur le marché de l'emploi ou la spécialisation professionnelle, telle que définie par l'accord de coopération conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la création et la gestion d'un cadre francophone des certifications, en abrégé « CFC », approuvé par le décret de la commission communautaire française du 15 juillet 2015 ».

Art. 8. A l'article 3 du même arrêté, le dernier alinéa est supprimé.

Art. 9. A l'article 4, 1^{er} alinéa, du même arrêté, les mots « au sein des organismes visés à l'article 2 » sont remplacés par les mots « au sein de l'Institut ».